Burundi : l'opposant Léonce Ngendakumana condamné à un an de prison ferme

@rib News, 03/10/2014 â€“ Source AFP Le prÃ©sident de la principale coalition d'opposition au Burundi, LÃ©once Ngendakumana (photo) a Ã©tÃ© condamnÃ© jeudi Ã un an de prison ferme pour dÃ©nonciation calomnieuse contre le parti au pouvoir, a annoncÃ© l'intÃ©ressÃ©, dÃ©nonÃ§ant une condamnation politique Ã l'approche des Ã©lections de 2015. M. Ngendakumana Ã©tait jugÃ© pour dÃ©nonciation calomnieuse, diffamation et haine raciale pour le contenu d'une lettre envoyÃ©e en fÃ©vrier au secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral de l'ONU Ban Ki-moon, dans laquelle il accusait le parti au pouvoir au Burundi le CNDD-FDD, de prÃ©parer un plan comparable Ã celui ayant dÃ©bouchÃ© sur le gÃ©nocide au Rwanda voisin en 1994. C'est une parodie de justice, un procÃ©s politique organisÃ© pour mÃ©liminer de l'espace politique Ã moins d'une annÃ©e des Ã©lections gÃ©nÃ©rales de 2015, a rÃ©agi M. Ngendakumana, qui comparaisait libre et qui a annoncÃ© qu'il ferait appel. L'appel est suspensif et il ne sera incarcÃ©rÃ© que s'il ne fait pas appel dans les dÃ©lais prÃ©vus. Le pouvoir du prÃ©sident Pierre Nkurunziza vient de dÃ©montrer encore une fois sa volontÃ© de neutraliser l'opposition car j'Ã©tais l'un des rares leaders d'opposition Ã ne pas Ãªtre en exil ou Ã avoir Ã©tÃ© dÃ©pouillÃ© de son parti, a martelÃ© M. Ngendakumana, en rÃ©fÃ©rence Ã la prise de contrÃ´le allÃ©guÃ©e de formations de l'opposition par des proches du pouvoir. Mais les jours de pouvoir sont comptÃ©s, ces tentatives de nous rÃ©duire au silence sont vaines, a-t-il poursuivi. Le 2 septembre, le Parquet avait requis 5 ans de prison contre LÃ©once Ngendakumana, prÃ©sident de l'Alliance dÃ©mocratique pour le changement (ADC-Ikibiri) qui regroupe neuf partis d'opposition, qui dÃ©nonÃ§ait dans sa lettre l'exploitation de la corde ethnique Ã des fins propagandistes et Ãvoquait un risque de gÃ©nocide politico-ethnique au Burundi, selon des extraits lus par le procureur Ã l'audience. Il y comparait aussi les Imbonerakure, l'aile jeunesse du CNDD-FDD Ã la milice hutu rwandaise Interahamwe qui fut l'un des bras armÃ©s du gÃ©nocide rwandais, et la radio Rema FM, proche du parti prÃ©sidentiel Ã la radio rwandaise Mille-Collines qui avait relayÃ© en 1994 les appels aux massacres. La Cour vient de dÃ©montrer que nous ne sommes pas une station incendiaire, qui incite Ã la haine, en punissant LÃ©once Ngendakumana, s'est fÃ©licitÃ© Daniel Mpitabakana, un des dirigeants de Rema FM, Ã laquelle l'accusÃ© devra verser un million de francs burundais (environ 500 euros) de dommages et intÃ©rÃªts. La communautÃ© internationale a publiquement exprimÃ© depuis plusieurs mois ses inquiÃ©tudes sur les tensions croissantes dans ce petit pays des Grands Lacs, sur fond de violence politique et d'entraves aux libertÃ©s, Ã l'approche des Ã©lections de 2015. Dans une note confidentielle qui avait fuitÃ©, l'ONU avait rÃ©cemment fait Ã©tat de distributions d'armes aux Imbonerakure, ce que le pouvoir avait dÃ©menti. L'histoire du Burundi est jalonnÃ©e de massacres ethniques et le pays a connu une sanglante guerre civile entre 1993 et 2006. Les prÃ©cÃ©dentes Ã©lections de 2010, boycottÃ©es par l'opposition avaient dÃ©bouchÃ© sur des violences.